

E 5784

ASSEMBLÉE NATIONALE

TREIZIÈME LÉGISLATURE

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2010-2011

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale
le 10 novembre 2010

Enregistré à la Présidence du Sénat
le 10 novembre 2010

**TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE
L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION**

PAR LE GOUVERNEMENT,

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT.

Proposition de virement de crédits n° DEC 54/2010 - Section III -
Commission - du budget général 2010



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 5 novembre 2010
(OR. en)**

15708/10

FIN 523

NOTE DE TRANSMISSION

Origine: M. Janusz LEWANDOWSKI, membre de la Commission européenne
Date de réception: 4 novembre 2010
Destinataire: M. Melchior WATHELET, président du Conseil de l'Union européenne
Objet: Proposition de virement de crédits n° DEC54/2010 - Section III - Commission
- du budget général 2010

Les délégations trouveront ci-joint le document de la Commission - DEC54/2010.

p.j.: DEC54/2010



COMMISSION EUROPÉENNE

BRUXELLES, LE 29/10/2010

BUDGET GÉNÉRAL - EXERCICE 2010
SECTION III - COMMISSION TITRES 22, 23, 40

VIREMENT DE CRÉDITS N° DEC 54/2010

EN EUROS

ORIGINE DES CRÉDITS

DU CHAPITRE - 2202 Processus et stratégie d'élargissement

ARTICLE - 22 02 01 Aide à la transition et au renforcement des institutions en faveur des pays candidats

CP - 50 000 000

DU CHAPITRE - 2301 Dépenses administratives du domaine politique «Aide humanitaire»

POSTE - 23 01 04 01 Aide humanitaire - Dépenses pour la gestion administrative

CND - 1 318 000

DU CHAPITRE - 4002 Réserves pour les interventions financières

ARTICLE - 40 02 42 Réserve d'aide d'urgence

CE - 16 882 000

DESTINATION DES CRÉDITS

AU CHAPITRE - 2302 Aide humanitaire, y compris l'aide aux personnes déracinées, l'aide alimentaire et la préparation aux catastrophes

ARTICLE - 23 02 01 Aide humanitaire

CE 18 200 000

CP 51 318 000

I. RENFORCEMENT

a) Intitulé de la ligne

23 02 01 - Aide humanitaire

b) Données chiffrées à la date du 07/10/2010

	CE	CP
1A. Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	521 018 000	521 018 000
1B. Crédits de l'exercice (AELE)	0	0
2. Virements	192 152 989	56 000 000
	<hr/>	<hr/>
3. Crédits définitifs de l'exercice (1A+1B+2)	713 170 989	577 018 000
4. Exécution des crédits définitifs de l'exercice	666 650 000	460 957 642
	<hr/>	<hr/>
5. Crédits inutilisés/disponibles (3-4)	46 520 989	116 060 358
6. Besoins jusqu'à la fin de l'exercice	64 720 989	167 378 358
7. Renforcement proposé	18 200 000	51 318 000
8. Pourcentage du renforcement par rapport aux crédits de l'exercice (7/1A)	3,49%	9,85%
9. Pourcentage des renforcements cumulés en application de l'article 23 §1 b et c du RF, calculé selon l'article 17bis des modalités d'exécution par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a	n/a

c) Recettes provenant de recouvrement reportées (C5)

	CE	CP
1. Crédits disponibles en début d'année	275 216	159 092
2. Crédits disponibles à la date du 07/10/2010	242 905	0
3. Taux d'exécution [(1-2)/1]	11,74%	100,00%

d) Justification détaillée du renforcement

La ligne budgétaire 23 02 01 couvre les opérations d'aide humanitaire dans les pays tiers. Afin de faire face aux inondations provoquées par la mousson au Pakistan, la proposition actuelle prévoit notamment un renforcement en crédits d'engagement et en crédits de paiement selon la répartition suivante:

1. un renforcement de 18 200 000 EUR en crédits d'engagement.

Pour une description détaillée du contexte de la demande et de l'utilisation prévue des fonds, il convient de se reporter à l'exposé des motifs figurant dans l'annexe technique;

2. un renforcement de 51 318 000 EUR en crédits de paiement.

Les crédits de paiement inscrits initialement sur la ligne (521 millions d'EUR) ont fait l'objet d'un renforcement de 56 millions d'EUR issu de la réserve d'aide d'urgence pour Haïti. Le taux d'exécution des crédits de paiement au 7 octobre était de 80 %, ce qui laisse 116,1 millions d'EUR pour couvrir les besoins en paiements découlant des activités humanitaires existantes pour le restant de l'année. Or ce montant n'est pas suffisant pour satisfaire les besoins résultant des deux catastrophes qui ont touché le Sahel/Soudan et le Pakistan.

Lors qu'elle a demandé les renforcements budgétaires, à hauteur de 80 millions d'EUR, issus de la réserve d'aide d'urgence pour la sécheresse au Sahel/Soudan et les inondations au Pakistan, la Commission a informé l'autorité budgétaire qu'elle ferait en sorte de disposer, dans la mesure du possible, de crédits de paiement supplémentaires provenant de lignes budgétaires existantes.

La Commission verse des préfinancements allant de 50 à 80 % pour les subventions octroyées au titre de l'aide humanitaire et, pour les catastrophes de grande ampleur, les besoins tendent à représenter un pourcentage plus élevé. Il faut par conséquent à la Commission un minimum de 51,3 millions d'EUR supplémentaires pour couvrir les besoins résultant de ces deux catastrophes. Cette somme représente 52 % du montant total de 98,2 millions d'EUR constituant les derniers renforcements en crédits d'engagement, c'est-à-dire 80 millions d'EUR issus de la réserve d'aide d'urgence auxquels s'ajoute la demande actuelle de 18,2 millions d'EUR supplémentaires provenant de la réserve d'aide d'urgence et de la ligne 23 01 04 01.

Ces fonds, qui sont requis de toute urgence, seront décaissés en priorité en 2010.

II. PRÉLÈVEMENT

II.A

a) Intitulé de la ligne

22 02 01 - Aide à la transition et au renforcement des institutions en faveur des pays candidats

b) Données chiffrées à la date du 07/10/2010

	CP
1A. Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	219 155 000
1B. Crédits de l'exercice (AELE)	0
2. Virements	0
<hr/>	
3. Crédits définitifs de l'exercice (1A+1B+2)	219 155 000
4. Exécution des crédits définitifs de l'exercice	8 911 238
<hr/>	
5. Crédits inutilisés/disponibles (3-4)	210 243 762
6. Besoins jusqu'à la fin de l'exercice	160 243 762
7. Prélèvement proposé	50 000 000
8. Pourcentage du prélèvement par rapport aux crédits de l'exercice (7/1A)	22,81%
9. Pourcentage des prélèvements cumulés en application de l'article 23 § 1 b et c du RF, calculé selon l'article 17 bis des modalités d'exécution par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a

c) Recettes provenant de recouvrement reportées (C5)

	CP
1. Crédits disponibles en début d'année	0
2. Crédits disponibles à la date du 07/10/2010	0
3. Taux d'exécution [(1-2)/1]	n/a

d) Justification détaillée du prélèvement

La ligne 22 02 01 couvre le volet «aide à la transition et renforcement des institutions» pour la Croatie, la Turquie et l'ancienne république yougoslave de Macédoine.

Au cours de l'exécution budgétaire, il est apparu clairement que les prévisions de paiement pour 2010 en faveur de la Turquie avaient été surestimées en raison de retards imprévus dans un certain nombre de projets. Ces retards sont notamment imputables aux facteurs suivants: la complexité des projets; la nécessité de modifier la conception technique de certains d'entre eux; le délai supplémentaire requis pour élaborer le dossier d'appel d'offres pour un certain nombre de projets, ainsi que les capacités limitées des structures administratives et le surcroît de travail imprévu pour l'agence turque chargée de la mise en œuvre.

Par exemple, des retards sont survenus dans la mise en œuvre des projets suivants:

- projets visant à soutenir la mise en place de centres d'accueil et de rétention pour les réfugiés/demandeurs d'asile et la formation de leur personnel.

Ces centres visent à soutenir la réforme du système de contrôle de l'immigration clandestine en Turquie et à promouvoir une meilleure mise en œuvre de sa politique d'asile. En raison de la complexité de la conception contractuelle du projet, des retards considérables sont survenus pendant la phase de contractualisation et la signature des contrats ne peut pas être assurée avant l'échéance actuelle;

- projets en faveur de l'émancipation des femmes et d'organisations non gouvernementales (ONG) s'occupant des femmes dans les régions les moins développées de la Turquie, et en faveur du renforcement de l'Autorité des qualifications professionnelles et du système national de qualifications en Turquie. Ces projets visent également à promouvoir le dialogue entre l'UE et la Turquie au niveau de la société civile. Il s'agit de régimes de subvention, axés sur les ONG s'occupant des femmes dans les régions les moins développées de la Turquie, visant à faciliter leur accès aux services sociaux et juridiques locaux. Sont également visés les acteurs des secteurs public et privé, les syndicats et la population active, afin de mieux faire connaître le système national de qualifications. La gestion des appels à propositions devrait prendre plus de temps que prévu à l'origine en raison du grand nombre de demandes émanant de bénéficiaires inexpérimentés;
- projet «Renforcement des institutions dans le domaine de la qualité de l'air dans la région de Marmara» visant à améliorer les conditions environnementales en Turquie dans le domaine de la qualité de l'air grâce à la mise en œuvre de l'acquis de l'UE. On enregistre un retard d'environ un an pour remplir les conditions préalables relatives au projet.

Un montant de 50 millions d'EUR en crédits de paiement est mis à disposition pour redéploiement.

II.B

a) Intitulé de la ligne

23 01 04 01 - Aide humanitaire - Dépenses pour la gestion administrative

b) Données chiffrées à la date du 06/10/2010

	CND
1A. Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	9 200 000
1B. Crédits de l'exercice (AELE)	0
2. Virements	0
<hr/>	
3. Crédits définitifs de l'exercice (1A+1B+2)	9 200 000
4. Exécution des crédits définitifs de l'exercice	6 282 055
<hr/>	
5. Crédits inutilisés/disponibles (3-4)	2 917 945
6. Besoins jusqu'à la fin de l'exercice	1 599 945
7. Prélèvement proposé	1 318 000
8. Pourcentage du prélèvement par rapport aux crédits de l'exercice (7/1A)	14,33%
9. Pourcentage des prélèvements cumulés en application de l'article 23 § 1 b et c du RF, calculé selon l'article 17 bis des modalités d'exécution par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a

c) Recettes provenant de recouvrement reportées (C5)

	CND
1. Crédits disponibles en début d'année	1 896
2. Crédits disponibles à la date du 06/10/2010	1 896
3. Taux d'exécution $[(1-2)/1]$	0,00%

d) Justification détaillée du prélèvement

La ligne 23 01 04 01 sert notamment à financer des audits et des évaluations d'opérations humanitaires ainsi que des activités d'information et de communication.

Certaines économies d'échelle ayant été réalisées dans les dépenses d'appui en 2010, il y a actuellement un excédent de 1 318 000 EUR sur cette ligne.

Compte tenu de la nécessité pressante de financer l'aide humanitaire supplémentaire au Pakistan, il est proposé de virer ce montant vers la ligne budgétaire opérationnelle 23 02 01 consacrée à l'aide humanitaire.

II.C

a) Intitulé de la ligne

40 02 42 - Réserve d'aide d'urgence

b) Données chiffrées à la date du 06/10/2010

	CE
1A. Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	248 882 000
1B. Crédits de l'exercice (AELE)	0
2. Virements	-232 000 000
<hr/>	
3. Crédits définitifs de l'exercice (1A+1B+2)	16 882 000
4. Exécution des crédits définitifs de l'exercice	0
<hr/>	
5. Crédits inutilisés/disponibles (3-4)	16 882 000
6. Besoins jusqu'à la fin de l'exercice	0
7. Prélèvement proposé	16 882 000
8. Pourcentage du prélèvement par rapport aux crédits de l'exercice (7/1A)	6,78%
9. Pourcentage des prélèvements cumulés en application de l'article 23 § 1 b et c du RF, calculé selon l'article 17 bis des modalités d'exécution par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a

c) Recettes provenant de recouvrement reportées (C5)

	CE
1. Crédits disponibles en début d'année	n/a
2. Crédits disponibles à la date du 06/10/2010	n/a
3. Taux d'exécution $[(1-2)/1]$	n/a

d) Justification détaillée du prélèvement

La réserve d'aide d'urgence est destinée à permettre de répondre rapidement à des besoins spécifiques d'aide à des pays tiers, à la suite d'événements qui n'étaient pas prévisibles lors de l'établissement du budget. Cette réserve vise en priorité à couvrir des actions à caractère humanitaire, mais aussi, le cas échéant, la gestion civile d'une crise et la protection civile (point 25 de l'accord interinstitutionnel signé le 17 mai 2006).

Le montant de la réserve d'aide d'urgence initialement inscrit au budget 2010, à savoir 248,9 millions d'EUR, a fait l'objet de plusieurs prélèvements au cours de l'exercice:

- un montant de 112 millions d'EUR a été viré sur les lignes budgétaires de l'aide humanitaire, pour répondre aux besoins résultant du séisme en Haïti;
- un montant de 40 millions d'EUR a servi à financer les besoins de l'Autorité palestinienne et de l'Office de secours et de travaux des Nations unies (UNRWA);
- un montant de 40 millions d'EUR destiné à faire face à l'aggravation de la crise alimentaire au Soudan et dans la région sahélienne de l'Afrique de l'Ouest;
- un montant de 40 millions d'EUR visant à apporter une réponse rapide aux victimes des inondations au Pakistan.

La proposition actuelle consiste à mobiliser la réserve d'aide d'urgence pour le montant total restant, soit 16 882 000 EUR en crédits d'engagement. Ce montant servira à compléter l'aide humanitaire en faveur du Pakistan.

EXPLANATORY MEMORANDUM

Additional Commitment Appropriations requested for budget line 23 02 01 Humanitarian Aid in order to cover increased humanitarian needs for the Monsoon Floods in Pakistan

This explanatory memorandum provides detailed grounds for the currently requested increase on budget line 23 02 01 and an updated actual context of the humanitarian situation in Pakistan, justifying the urgent need to provide additional funding.

1. Budget line 23 02 01 – Detailed Grounds for Increase

Budget line 23 02 01 covers humanitarian aid operations in third countries. The current proposal includes reinforcement in both commitment and payment appropriations in order to respond to the monsoon floods in Pakistan.

The Commission proposes reinforcement in the amount of EUR 18.2 million in commitment appropriations stemming from:

- the Emergency Aid Reserve (EAR) budget line 40 02 42 – EUR 16 822 000;
- budget line 23 01 04 01 (Humanitarian aid – expenditure on administrative management) EUR 1.318 000

At 30 September 2010 the overall implementation rate of commitment appropriations on the three operational budget lines (23 02 01 Humanitarian Aid; 23 02 02 Food Aid and 23 02 03 Disaster Preparedness) within the humanitarian aid budget was at 95%. This high implementation rate is in conformity with the operational strategy and budgetary planning for 2010 established by the Commission and presented to the Development Committee (DEVE) of the European Parliament and to the meeting of Council Working Party on Humanitarian and Food Aid (COHAFA) in November 2009.

Already in the first month of the year 2010, the budget for humanitarian aid was reinforced with EUR 112 million in commitment appropriations following the earthquake in Haiti. The budget authority further approved two reinforcements of the humanitarian aid budget: EUR 40 million for the deepening food crisis in Sudan and the Sahel region of West Africa and EUR 40 million for the monsoon flooding in Pakistan.

After receipt of these reinforcements, the actual amount of available funds under the humanitarian aid chapter for the three budget lines combined is EUR 46 million, including re-assigned revenue. An amount of EUR 19 million is to be used for already programmed interventions or identified needs. The remaining EUR 27 million should be kept aside as a minimal reserve to cover new disasters and new or worsening conflicts that might appear in the last three months of the year.

At present, an amount of EUR 100 million has been committed in response to the flooding in Pakistan (in addition to the initial commitment of EUR 70 million in August 2010, EUR 30 million has been committed following the replenishment from the EAR).

Nevertheless the humanitarian needs remain massive and are only partially covered. The flooding has created a humanitarian disaster of historically unprecedented proportions with 20 million people affected and 14 million people in need of humanitarian assistance. The crisis, which started in July, continues since the flood wave reached the south of the country much later, displacing millions of people. The situation reports from humanitarian experts indicate that a huge number of people have not received any aid so far.

Detailed planning from the field indicates that beyond the current response, an additional EUR 50 million of humanitarian assistance is required. As humanitarian organizations signal a serious risk of breaks in the aid delivery pipeline within the next 6 to 8 weeks, it is essential to mobilise all possible funds from the 2010 budget.

2. Country Context

Pakistan ranks 141st in the Human Development Index. Before being hit by the current flooding, its vulnerability was categorised by the Commission's global humanitarian needs assessment as medium-level. The country is affected by several conflicts and frequent natural disasters, whose impact is particularly pronounced in the most vulnerable, remote and under-developed areas of the country. On average, 2 million people out of a population of 170 million are affected every year by natural disasters.

The current flooding is of an unprecedented nature in the history of Pakistan and places a large number of people in a double crisis situation, one man-made and one natural. Since 2008, the Pakistani regions of Baluchistan, Federally Administered Tribal Areas (FATA) and Khyber Pahtunkhwa Province (KPP) have been exposed to violence between different militant groups and the Pakistani armed forces. Fighting between the army and militants triggered displacements from August 2008 onwards. In April 2009, a major offensive by the army against pro-Taliban militants in several regions triggered massive displacements, resulting in 2.7 million officially registered Internally Displaced Persons (IDPs) by June 2009. Therefore, before the flooding that started in July 2010, there were already around 5 million conflict affected persons, concentrated in provinces bordering on Afghanistan.

3. The flooding

As indicated above, the flooding situation is of an unprecedented nature in the history of Pakistan and certainly one of the biggest humanitarian disasters of the last decade. Since the previous request for budgetary reinforcement dated 24 August, the situation has continued to worsen, notably in some areas such as Sindh where the severe flooding persists according to the latest Commission (DG ECHO) and UNOCHA situation reports dated 24 September. The number of people affected by the floods stands at 20.25 million in 78 districts across the country, according to disaster management authorities. The number of people in need of immediate humanitarian assistance is estimated at 12.4 million.

On 11 August 2010, based on an estimate of 14 million people affected by the flooding, the United Nations (UN) launched a Pakistan Initial Floods Emergency Response Plan (PIFERP), which was agreed with the Government of Pakistan (GoP). On 17 September, in New-York, a revised appeal was launched for an amount of USD 2 billion which represents more than four times the initial appeal. The appeal has currently received a response of only around USD 615 million, which corresponds to 31%.

The resilience and the capacity of people to cope, particularly in areas affected by conflict in KPP and in Sindh, are stretched. Conditions in spontaneous concentrations of displaced flood affected people continue to be miserable, with sanitation particularly poor; there is increasing morbidity, particularly watery diarrhoea amongst young children. The floods have contaminated and damaged fresh water sources (springs and tube wells), depriving the population of clean drinking water. Additionally, tents and Non-Food Item kits need to be provided to people living in spontaneous settlements near their homes and for those whose houses have been completely destroyed. Bearing in mind the scale of the crisis, large numbers of people have not yet received any kind of assistance.

Urgent food assistance is still required in areas where people have lost everything. Moreover, there will be medium term food security impacts due to disruption to the agricultural cycle for the winter plantings, shortages of fodder and disease amongst livestock.

4. Priority Needs

In its initial reaction to the crisis, the Commission has, to the extent possible, directed assistance under the 2010 Global Plan for Pakistan (EUR 30 million) of 30 July 2010 to cover needs of people affected by the internal conflict in Pakistan to respond to some of the immediate needs created by the floods. However, as this decision covered only specific parts of the country and as the number of affected people was rising quickly, a EUR 10 million emergency funding Decision was adopted on 10 August and modified on 1st September 2010 with a further EUR 30 million.



Following the reinforcement of the budget with funds from the Emergency Aid Reserve, a further EUR 30 million has been directed to the response in Pakistan bringing the new total to EUR 100 million of assistance. Nevertheless, taking into account the scale of the crisis, and the absorption capacity of partners, this funding will be very quickly allocated and will not cover all the gaps in terms of needs in the different sectors.

Priority needs remain food assistance, water and sanitation, basic health services, in particular related to contaminated water and hygiene, shelter, logistics, coordination and distribution of non-food items.

5. Overview of existing and planned EU assistance for Pakistan floods

A total of EUR 70 million has been already contracted allowing Commission's humanitarian partners to scale up their interventions at field level. Additional EUR 30 million has been committed by the Commission through the modification of the two existing funding decisions (the Global Plan and the Emergency Decision).

A further EUR 171 million have been committed by Member States, including in-kind contributions, bringing the total EU humanitarian effort up to almost EUR 271 million.

  EUROPEAN ASSISTANCE - PAKISTAN FLOODS				
Donor	Cash contributions (as reported in 14 points)	In Kind contributions (as reported in 14 points & CECIS)	Commitments (in the pipeline) / Core contributions (1)	TOTAL
Austria	5.200.000,00 €	723.000 €		5.923.000 €
Belgium	2.000.000,00 €	0 €	153.033 €	2.153.033 €
Cyprus	70.000,00 €	30.000 €		100.000 €
Czech Republic	160.000,00 €	0 €		160.000 €
Denmark	17.324.923,00 €	100.000 €		17.424.923 €
ECHO	70.000.000,00 €	0 €	30.000.000 €	100.000.000 €
Estonia	64.000,00 €	0 €		64.000 €
Finland	4.400.000,00 €	0 €		4.400.000 €
France	1.300.000,00 €	1.568.231 €	250.000 €	3.118.231 €
Germany	19.635.606,00 €	3.532.598 €	5.364.394 €	28.532.598 €
Greece	100.000,00 €	0 €		100.000 €
Hungary	0,00 €	38.258 €		38.258 €
Ireland	1.249.862,00 €	0 €	750.138 €	2.000.000 €
Italy	2.570.641,00 €	896.718 €		3.467.359 €
Lithuania	0,00 €	14.481 €		14.481 €
Luxembourg	1.319.729,00 €	479.000 €		1.798.729 €
Malta	10.000,00 €	0 €		10.000 €
Netherlands	8.600.000,00 €	0 €		8.600.000 €
Poland	150.000,00 €	0 €	400.000 €	550.000 €
Slovakia	50.000,00 €	80.000 €		130.000 €
Slovenia	10.000,00 €	0 €		10.000 €
Spain	5.429.464,00 €	525.000 €		5.954.464 €
Sweden	12.185.341,00 €	606.822 €	5.418.426 €	18.210.589 €
United Kingdom	64.889.538,00 €	3.287.449 €		68.176.987 €
TOTAL	216.719.104,00 €	11.881.557 €	42.335.991 €	270.936.652 €

(1) Formal pledges which are still to be committed or funding decisions awaiting final approval & Core contributions for funding to international organisations and contributions to the CERF, note that the current 14 current system does not show core contributions (even when earmarked for a specific crisis response).

Data at 01/10/2010

6. Use of the requested reinforcement from the EAR

The Commission has already provided emergency assistance and intends to use the additional funding to address the following aid sectors:

Food assistance

Urgent food assistance is still required in areas where people have lost everything. The UN led food cluster continues to estimate that 6 million people are in need of food assistance over the next three months, though this number may rise. There are urgent needs for fodder for livestock and agricultural inputs for the winter, "rabi" plantings need to be provided by late September.

Over 3.2 million hectares of standing crops representing 16% of the cultivable area have been damaged or lost. More than 50 percent of the rural population in Pakistan is landless. This group is particularly vulnerable as it has lost its income from casual labour. It has little in the way of disposable assets and very limited collateral against which to raise debt.

Health

In some locations, health facilities and medicines stocks have been damaged or destroyed by the floods. Flood-related health problems are on the rise; with reports of increased incidence of watery diarrhoea, scabies (skin diseases), acute respiratory tract infections, malaria, dengue fever, and cholera. It is imperative to expand health services to all flood-affected areas and notably in the Southern Province of Sindh. Cholera and diarrhoea centres are being established.

There is already a high level of baseline malnutrition of 13 percent Global Acute Malnutrition, which can quickly worsen without timely and appropriate assistance.

Shelter & Non-Food Items

The overall need for emergency shelter has increased rapidly, compounded by the evacuation and migration of populations at risk and multiplication of spontaneous settlements. Large volumes of plastic sheeting (meeting minimum standards) will be required as stocks of locally available tents will not meet the need.

WASH (water, sanitation, hygiene):

Floods have contaminated and damaged water sources (springs and tube wells), depriving the population of clean drinking water. The affected population is in need of hygiene kits. Needs are still particularly acute in Punjab and Sindh.

Solid waste management is an issue as well, with open defecation on the rise and limited uses of soap. There is an urgent need to provide clean drinking water to the affected population and repair water sources as well as the provision of sanitation facilities.

Protection:

There are continuing reports of insurgent activity and problems of assistance linked to the registration process of displaced people by the authorities. As many people have lost their identity documents during the floods, it is of paramount importance to ensure provision of assistance to all in need outside any registration process which can be finalised later on. In addition, the specific vulnerability of women needs to be taken into account.

Needs Assessment:

Commission's experts deployed in Pakistan (9 people in September) have multiplied the missions to the field and are contributing to the coordination system with UN and other donors.

The main potential recipients of this additional funding will be: European NGOs signatory to the Framework Partnership Agreement with DG ECHO; societies of the Red Cross movement and international Red Cross agencies; and United Nations agencies signatory to the Financial Administrative Framework Agreement, which specialised in humanitarian aid (e.g. the World Food Programme, the United Nations Children's Fund, United Nations High Commissioner for Refugees and the World Health Organisation).